

536	Lopende uitgaven voor onderwijs en onderzoekswerk, verspreiding van kunst en letterkunde en culturele en socio-culturele uitwisselingen en de samenwerking inzake sociale en gezondheidsmateries :	
536.01	Culturele sector	24 340
536.02	Sector Onderwijs	1 970
536.03	Sector Persoonsgebonden Aangelegenheden	3 410
	Totaal artikel 536	29 720
	Totaal hoofdstuk 53	413 574

HOOFDSTUK 55. — *Aankopen van vermogensgoederen*

550.01	Onroerende goederen	p.m.
550.02	Nieuwe aankopen (materieel, meubilair, auto's)	1 775
550.03	Aankoop en huur van informatica-apparatuur	3 000
550.04	Aankoop van uitrustingen bestemd voor het buitenland	490
	Totaal hoofdstuk 55	5 265

HOOFDSTUK 56. — *Uitgaven voor orde*

560.02	Diversen	681
	Totaal hoofdstuk 56	681
	Totaal van de uitgaven	648 962

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F 90 — 1180

22 FEVRIER 1990. — Décret portant création d'une Agence wallonne à l'Exportation

Le Conseil régional wallon a adopté, et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I^{er}. — *De la création*

Article 1^{er}. § 1^{er}. Il est créé sous la dénomination « Agence wallonne à l'Exportation », en abrégé : « A.W.Ex. », un service à gestion séparée au sein du Ministère de la Région wallonne.

§ 2. Sans préjudice des dispositions du présent décret, l'Exécutif règle, par arrêté, la gestion comptable financière et patrimoniale de l'Agence wallonne à l'Exportation ci-après dénommée l'Agence.

Art. 2. § 1^{er}. L'Agence a pour objet l'ensemble des actions visant à soutenir et à promouvoir la politique des débouchés et des exportations des entreprises.

§ 2. L'Agence peut réaliser son objet soit directement soit indirectement, dans le cadre d'associations ou de sous-traitance avec des tiers spécialisés.

§ 3. L'ensemble des actions de l'Agence s'organise à travers des programmes d'activités. Un programme d'activités se caractérise par la complémentarité et la cohérence qui s'établissent entre un ensemble d'actions définies sur base de critères notamment thématiques, sectoriels ou géographiques.

§ 4. Les modalités d'intervention de l'Agence en vue de réaliser les missions telles qu'elles sont fixées aux paragraphes précédents sont arrêtés par l'Exécutif sur proposition du Ministre après avis du Comité d'orientation.

§ 5. Par Ministre, il faut entendre au sens du présent décret le Ministre qui a les Relations extérieures dans ses attributions.

CHAPITRE II. — *De la gestion*

Art. 3. La gestion de l'Agence est assurée par le Ministre qui peut octroyer délégation aux fonctionnaires suivants du Ministère de la Région wallonne :

- le Secrétaire général;
- le Directeur général de la Direction générale des Relations extérieures;

(1) *Session 1989-1990.*

Documents du Conseil, 128 (1989-1990) n^{os} 1 à 7. — Compte-rendu intégral, séance publique du 7 février 1990. Discussion. — Vote.

- l'Inspecteur général du Commerce extérieur;
- l'Inspecteur général des Relations internationales.

Art. 4. Lorsque les actions de l'Agence concernent des matières qui relèvent du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports, l'avis préalable du Secrétaire général de ce Ministère est requis.

Art. 5. § 1^{er}. L'Exécutif, sur proposition du Ministre, arrête avant le 30 décembre de chaque année, les programmes d'activités de l'Agence sur une base biannuelle à soumettre pour avis au Comité d'orientation.

Avant le 15 novembre de la même année, l'Exécutif arrête, sur proposition du Ministre, les propositions budgétaires à soumettre au Conseil régional en y joignant l'avis émis par le Comité d'orientation.

§ 2. Les dépenses de l'Agence wallonne à l'Exportation sont liquidées et payées sans l'intervention au préalable de la Cour des Comptes. La Cour peut contrôler la comptabilité sur place et se faire fournir en tout temps tout document justificatif, états, renseignements et éclaircissements relatifs aux recettes, aux dépenses, ainsi qu'aux avoirs et aux dettes.

CHAPITRE III. — *Du partenariat*

Art. 6. § 1^{er}. Il est institué auprès de l'Agence un Comité d'orientation composé :

- de dix représentants des organisations professionnelles et des organisations de travailleurs sur base d'une liste double proposée par l'Assemblée générale du Conseil économique et social de la Région wallonne;
- du Secrétaire général du Ministère de la Région wallonne ou son représentant;
- du Secrétaire général du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports ou son représentant;
- du Directeur général des Relations extérieures du Ministère de la Région wallonne;
- de deux délégués de l'Exécutif.

En outre, l'Inspection des Finances et l'Inspecteur général du Commerce extérieur du Ministère de la Région wallonne siègent au sein du Comité avec voix consultative.

La première désignation des membres du Comité d'orientation doit intervenir dans les trois mois qui suivent l'entrée en vigueur du présent décret.

§ 2. Les mandats des membres du comité d'orientation sont de trois ans renouvelables. Passé ce délai, le Comité d'orientation continue d'exercer ses missions tant que n'est pas intervenue la désignation du nouveau Comité d'orientation par l'Exécutif.

Art. 7. § 1^{er}. Le Comité d'orientation élit chaque année un Président et un Vice-président parmi les administrateurs désignés sur proposition du Conseil économique et social conformément à l'article 6, § 1^{er}.

§ 2. Le Comité d'orientation se réunit sur convocation du Président au moins quatre fois par an et chaque fois qu'un tiers de ses membres en fait la demande au Président.

§ 3. Le Comité d'orientation délibère sous la présidence du Président ou, en son absence, du Vice-président.

Le Président convoque par écrit, au moins huit jours calendrier à l'avance, la convocation précisant l'ordre du jour.

Le Comité d'orientation ne peut délibérer valablement que si la majorité de ses membres est présente; si ce quorum n'est pas atteint, le Comité peut, après une deuxième convocation, délibérer valablement sur le même ordre du jour quel que soit le nombre de membres présents. Un membre absent ou empêché ne peut se faire représenter que par un autre membre; celui-ci ne peut être porteur que d'une seule procuration.

En cas de partage des voix, la voix du Président de séance est prépondérante.

Les délibérations du Comité d'orientation sont consignées au procès-verbal, signées par le Président, le Secrétaire et les Membres qui le souhaitent.

Les procès-verbaux sont repris dans un registre particulier. Une copie des procès-verbaux est transmise au Ministre.

Le secrétariat du Comité d'orientation est assuré par le personnel de l'Agence.

Art. 8. § 1^{er}. Le Ministre requiert l'avis du comité d'orientation sur les propositions budgétaires et sur tout projet de programme dont le budget estimé dépasse un million de francs.

Dans le cadre de l'examen des projets de programme, le Comité d'orientation convoque les membres de l'Agence qu'il souhaite entendre et se fait produire tout document et information qu'il souhaite obtenir pour éclairer l'avis à remettre, pour autant que ces informations, documents et rapports ne soient pas individualisés ou couverts par le secret professionnel.

§ 2. Le Comité d'orientation remet des avis, soit d'initiative, soit dans le cadre de l'examen des projets de programme précités, selon la procédure qu'il fixe en établissant son règlement d'ordre intérieur qui entrera en vigueur après approbation par l'Exécutif.

Dans le cas où le Ministre estime ne pas devoir suivre en tout ou en partie des avis du comité, il doit motiver les raisons de ses choix.

CHAPITRE IV. — *Du personnel*

Art. 9. § 1^{er}. Nonobstant les dispositions particulières applicables aux agents de l'Office belge du Commerce extérieur et du Ministère des Affaires étrangères transférés à la Région wallonne en exécution de la loi spéciale du 8 août 1988, les agents statutaires de l'Agence sont recrutés, affectés et promus conformément au règlement organique du Ministère de la Région wallonne et en fonction des disponibilités prévues au cadre administratif de ce Ministère.

§ 2. Les agents contractuels sont recrutés et affectés par l'Exécutif pour des missions spécialisées ou des programmes à durée déterminée en fonction des disponibilités financières inscrites au budget.

CHAPITRE V. — *Des marchés*

Art. 10. § 1^{er}. Le Ministre peut désigner un ordonnateur et lui octroyer le pouvoir d'approuver l'exécution des marchés relatifs à l'activité de l'Agence.

§ 2. Dans ce cas, l'ordonnateur est autorisé à approuver toute dépense de fonctionnement en rapport avec les besoins habituels de l'Agence pour un montant maximum de cinq cent mille francs et jusqu'à concurrence globale annuelle de vingt millions.

§ 3. Après l'attribution d'un marché dont le montant excède un million deux cent cinquante mille francs, il ne peut être dérogé aux clauses et conditions essentielles du marché, ni accordé de remise d'avance que par décision motivée de l'Exécutif.

CHAPITRE VI. — *Dispositions finales et transitoires*

Art. 11. Le personnel transféré de l'Office belge du Commerce extérieur et du Ministère des Affaires étrangères est incorporé à l'Agence, soit en tant que statutaire, soit en tant que personnel contractuel. L'ensemble du personnel ainsi transféré conserve la qualité, la rémunération, les avantages et ancienneté dont il bénéficiait avant son incorporation; il ne conserve les avantages liés à l'exercice d'une fonction que pour autant que les conditions de leur octroi subsistent dans l'Agence.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 22 février 1990.

Le Ministre-Président de l'Exécutif régional wallon, chargé de l'Economie, des P.M.E. et de la Fonction publique régionale,

B. ANSELME

Le Ministre des Pouvoirs locaux, des Travaux subsidiés et de l'Eau pour la Région wallonne,

A. COOLS

Le Ministre du Budget, des Finances et du Transport pour la Région wallonne,

A. DALEM

Le Ministre de la Rénovation rurale, de la Conservation de la Nature, des Zonings industriels et de l'Emploi pour la Région wallonne,

E. HISMANS

Le Ministre des Travaux publics pour la Région wallonne,

A. BAUDSON

Le Ministre de l'Aménagement du Territoire, de la Recherche, des Technologies et des Relations extérieures pour la Région wallonne,

A. LIENARD

Le Ministre de l'Agriculture, de l'Environnement et du Logement pour la Région wallonne,

G. LUTGEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D 90 — 1180

22. FEBRUAR 1990. — Dekret zur Gründung einer Wallonischen Exportagentur (1)

Der Wallonische Regionalrat hat das Folgende angenommen, und Wir, Exekutive, sanktionieren es, Diskussion. — Abstimmung.

KAPITEL I. — *Gründung*

Artikel 1. § 1. Innerhalb des Ministeriums der Wallonischen Region wird unter der Bezeichnung « Wallonische Exportagentur », « W.Ex.A » abgekürzt, ein Dienst mit eigener Verwaltung gegründet.

§ 2. Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Dekrets wird die finanzielle und Vermögensrechnungsführung der Wallonischen Exportagentur, nachstehend « Agentur » genannt, durch Erlaß von der Exekutive geregelt.

Art. 2. § 1. Die Agentur hat zum Ziel, alles zu unternehmen, um die Absatz- und Ausfuhrpolitik der Betriebe zu unterstützen und zu fördern.

§ 2. Die Agentur kann ihr Ziel entweder direkt oder indirekt im Rahmen von Zusammenschlüssen mit spezialisierten Dritten bzw. im Rahmen einer Weitergabe von Aufträgen an spezialisierte Dritte verwirklichen.

§ 3. Sämtliche Unternehmungen der Agentur werden durch Tätigkeitsprogramme gestaltet. Ein Tätigkeitsprogramm ist dadurch gekennzeichnet, daß eine Reihe von Unternehmungen u.a. aufgrund thematischer, sektorbezogener oder geographischer Kriterien sich einander ergänzen und Kohärenz aufweisen.

§ 4. Die Modalitäten der Vermittlung der Agentur im Hinblick auf die Erfüllung der Aufgaben, so wie sie in den vorangehenden Paragraphen festgelegt sind, werden nach Gutachten des Beratungsausschusses auf Vorschlag des Ministers von der Exekutive bestimmt.

§ 5. Im Sinne des vorliegenden Dekrets versteht man unter Minister den Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Auswärtigen Beziehungen gehören.

(1) *Sitzungsperiode 1989-1990.*

Ratsdokumente, 128 (1989-1990), Nrn 1 bis 7. — Ausführlicher Bericht, öffentliche Sitzung vom 7. Februar 1990. Diskussion. — Abstimmung.

KAPITEL II. — *Verwaltung*

Art. 3. Die Verwaltung der Agentur wird vom Minister wahrgenommen, der folgenden Beamten des Ministeriums der Wallonischen Region Befugnisse übertragen kann :

- dem Generalsekretär
- dem Generaldirektor der Generaldirektion des Auswärtigen Beziehungen
- dem Generalinspektor für Außenhandel
- dem Generalinspektor für Internationale Beziehungen.

Art. 4. Wenn die Maßnahmen der Agentur Bereiche betreffen, die dem Wallonischen Ministerium für die Ausrüstung und das Transportwesen unterliegen, muß vorher das Gutachten des Generalsekretärs dieses Ministeriums eingeholt werden.

Art. 5. § 1. Vor dem 30. Dezember eines jeden Jahres bestimmt die Exekutive auf Vorschlag des Ministers die dem Beratungsausschuß zur Begutachtung vorzulegenden Tätigkeitsprogramme der Agentur auf der Grundlage eines Zweijahresplans.

Vor dem 15. November desselben Jahres bestimmt die Exekutive auf Vorschlag des Ministers die Etatvorschläge, die dem Regionalrat vorzulegen sind, und fügt ihnen das vom Beratungsausschuß abgegebene Gutachten bei.

§ 2. Die Ausgaben der Wallonischen Exportagentur werden ohne vorherige Einschaltung des Rechnungshofes festgestellt und geleistet. Der Hof kann die Buchführung an Ort und Stelle überprüfen und sich jederzeit sämtliche Belege, Abrechnungen, Auskünfte und Erläuterungen über die Einnahmen, die Ausgaben sowie über das Vermögen und die Schulden geben lassen.

KAPITEL III. — *Partnerschaft*

Art. 6. § 1. Bei der Agentur wird ein Beratungsausschuß eingesetzt, der sich zusammensetzt aus :

- zehn Vertretern der Berufsverbände und der Arbeitnehmerverbände aufgrund einer doppelten Liste, die die Generalversammlung des Wirtschafts- und Sozialrates der Wallonischen Region vorschlägt
- dem Generalsekretär des Ministeriums der Wallonischen Region oder seinem Stellvertreter
- dem Generalsekretär des Wallonischen Ministeriums für die Ausrüstung und das Transportwesen oder seinem Stellvertreter
- dem Generaldirektor der Auswärtigen Beziehungen des Ministeriums der Wallonischen Region
- zwei Beauftragten der Exekutive.

Ferner nehmen die Finanzinspektion und der Generalinspektor für Außenhandel des Ministeriums der Wallonischen Region mit beratender Stimme an den Sitzungen des Ausschusses teil.

Die erste Benennung der Mitglieder des Beratungsausschusses muß binnen drei Monaten nach Inkrafttreten des vorliegenden Dekrets erfolgen.

§ 2. Die Mandate der Mitglieder des Beratungsausschusses dauern drei Jahre und können erneuert werden. Nach Ablauf der dreijährigen Frist übt der Beratungsausschuß weiterhin seine Aufgaben aus, solange die Exekutive den neuen Beratungsausschuß nicht bestellt hat.

Art. 7. § 1. Der Beratungsausschuß wählt jedes Jahr einen Vorsitzenden und einen stellvertretenden Vorsitzenden unter den Verwaltern, die gemäß Artikel 6, § 1 auf Vorschlag des Wirtschafts- und Sozialrates benannt werden.

§ 2. Der Beratungsausschuß tritt mindestens viermal im Jahr nach Einberufung des Vorsitzenden zusammen und jedesmal, nachdem ein Drittel seiner Mitglieder einen entsprechenden Antrag beim Vorsitzenden gestellt hat.

§ 3. Der Beratungsausschuß berät unter dem Vorsitz des Vorsitzenden oder des stellvertretenden Vorsitzenden, wenn letzterer abwesend ist.

Der Vorsitzende beruft den Ausschuß mindestens acht Tage im voraus schriftlich ein, und die Einberufung gibt die Tagesordnung an.

Die Beschlüsse des Beratungsausschusses sind nur gültig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist; ist die erforderliche Anzahl nicht erreicht, kann der Beratungsausschuß nach einer zweiten Einberufung ungeachtet der Anzahl anwesender Mitglieder gültige Beschlüsse über die gleiche Tagesordnung fassen. Wenn ein Mitglied abwesend oder verhindert ist, kann es sich von einem anderen Mitglied vertreten lassen, wobei dieses nicht mehr als eine Vollmacht besitzen darf.

Bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Die Beschlüsse des Beratungsausschusses werden in dem Protokoll festgehalten, das von dem Vorsitzenden, dem Sekretär und den Mitgliedern, die den Wunsch dazu äußern, unterzeichnet wird.

Die Protokolle werden in ein Sonderregister eingetragen. Dem Minister wird eine Kopie der Protokolle übermittelt.

Die Sekretariatsgeschäfte des Beratungsausschusses werden vom Personal der Agentur wahrgenommen.

Art. 8. § 1. Der Minister fordert das Gutachten des Beratungsausschusses über die Etatvorschläge und über jeden Programmentwurf an, für den der veranschlagte Etat eine Million Franken übersteigt.

Im Rahmen der Prüfung der Programmaentwürfe lädt der Beratungsausschuß die Mitglieder der Agentur vor, die er hören möchte, und läßt sich alle Dokumente und Auskünfte geben, die er zur Erklärung des abzugebenden Gutachtens erhalten möchte, sofern diese Auskünfte, Dokumente und Berichte nicht individualisiert sind oder unter Berufsgeheimnis fallen.

§ 2. Der Beratungsausschuß gibt Gutachten entweder von sich aus oder im Rahmen der Prüfung der vorerwähnten Programmentwürfe nach dem Verfahren ab, das er bei der Erstellung seiner Geschäftsordnung bestimmt; diese wird in Kraft treten, nachdem die Exekutive sie genehmigt hat.

Wenn der Minister der Ansicht ist, er brauche ein Gutachten des Ausschusses nicht ganz oder teilweise zu gefolgen, muß er seine Entscheidung begründen.

KAPITEL IV. — *Personal*

Art. 9. § 1. Ungeachtet der Sonderbestimmungen, die auf die der Wallonischen Region in Ausführung des Sondergesetzes vom 8. August 1988 übertragenen Bediensteten des Belgischen Außenhandelsamtes und des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten Anwendung finden, werden die ständigen Bediensteten der Agentur gemäß der Grundregelung des Ministeriums der Wallonischen Region und unter Berücksichtigung der vorgesehenen verfügbaren Planstellen für das Verwaltungspersonal dieses Ministeriums angeworben, eingeteilt und befördert.

§ 2. Die Vertragsbediensteten werden unter Berücksichtigung der im Haushaltsplan eingetragen verfügbaren Mittel von der Exekutive angeworben und für spezialisierte Aufträge oder befristete Programme eingeteilt.

KAPITEL V. — *Aufträge*

Art. 10. § 1. Der Minister kann einen Anweisungsbefugten benennen und ihm die Befugnis erteilen, die Ausführung der Aufträge bezüglich der Tätigkeit der Agentur zu genehmigen.

§ 2. In diesem Fall darf der Anweisungsbefugte alle Betriebsausgaben in bezug auf den gewöhnlichen Bedarf der Agentur für einen Höchstbetrag von fünfhunderttausend Franken und bis insgesamt zwanzig Millionen Franken pro Jahr genehmigen.

§ 3. Nach der Vergabe eines Auftrags, der sich auf mehr als eine Million zweihundertfünfzigtausend Franken beläuft, darf nur durch einen mit Gründen versehenen Beschluß der Exekutive von den Hauptklauseln und -bedingungen des Auftrags abgewichen werden und eine Vorschußzahlung bewilligt werden.

KAPITEL VI. — *Übergangs- und Schlußbestimmungen*

Art. 11. Das versetzte Personal des Belgischen Außenhandelsamtes und des Ministeriums der Auswärtigen Angelegenheiten wird entweder als ständiges Personal oder als Vertragspersonal von der Agentur übernommen. Alle auf diese Weise versetzten Personalmitglieder behalten die Eigenschaft, die Besoldung, die Vorteile und das Dienstalter, die sie vor ihrer Übernahme hatten; die mit der Ausübung eines Amtes verbundenen Vorteile behalten sie nur, sofern die Bedingungen für ihre Erteilung noch bei der Agentur bestehen.

Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, daß es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird :

Namür, am 22. Februar 1990.

Der Minister-Vorsitzende der Wallonischen Regionalexekutive, beauftragt mit der Wirtschaft, den KMB und dem Regionalen Öffentlichen Dienst,

B. ANSELME

Der Minister der Lokalen Behörden, der Bezuschuften Arbeiten und des Wassers für die Wallonische Region,

A. COOLS

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und des Transportwesens für die Wallonische Region,

A. DALEM

Der Minister der Ländlichen Erneuerung, der Erhaltung der Natur, der Industriezonen und der Beschäftigung für die Wallonische Region,

E. HISMANS

Der Minister der Öffentlichen Arbeiten für die Wallonische Region,

A. BAUDSON

Der Minister der Raumordnung, der Forschung, der Technologien und der Auswärtigen Beziehungen für die Wallonische Region,

A. LIENARD

Der Minister der Landwirtschaft, der Umwelt und des Wohnungswesens für die Wallonische Region,

G. LUTGEN

—————
VERTALING

—
MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST
—

N 90 — 1180

22 FEBRUARI 1990. — Decreet houdende oprichting van het Waalse Exportagentschap (1)

De Waalse Gewestraad heeft goedgekeurd, en Wij, Executieve, bekrachtigen hetgeen volgt,

HOOFDSTUK I. — *De oprichting*

Artikel 1. § 1. Er wordt, onder de benaming « Waalse Exportagentschap », « W.Ex.A. » afgekort, een dienst met gescheiden beheer opgericht in het Ministerie van het Waalse Gewest.

§ 2. Onverminderd de bepalingen van dit decreet regelt de Executieve bij besluit het boekhoudkundig beheer van de financiën en van het vermogen der Waalse Exportagentschap, hierna volgend het Agentschap genoemd.

(1) *Zitting 1989-1990.*

Stukken van de Raad, 128 (1989-1990, nrs. 1 tot 7. — Volledig verslag, openbare zitting van 7 februari 1990. — Bespreking. — Stemming.

Art. 2. § 1. Het Agentschap heeft ten doel alle handelingen bedoeld om het afzet- en exportbeleid der ondernemingen te steunen en te bevorderen.

§ 2. Het Agentschap kan zijn doel verwezenlijken hetzij rechtstreeks, hetzij onrechtstreeks, in het kader van vennootschappen of van onderaanbesteding met gespecialiseerde derden.

§ 3. Alle handelingen van het Agentschap worden geregeld door activiteitenprogramma's. Een activiteitenprogramma is gekenmerkt door de aanvulling en de samenhang die tot stand komen binnen een geheel van handelingen bepaald op basis van o.a. thematische, sectoriële of geografische maatstaven.

§ 4. De tussenkomstmodaliteiten van het Agentschap om de zoals in de vorige paragrafen bepaalde opdrachten uit te voeren worden door de Executieve vastgesteld op voordracht van de Minister na advies van het Oriëntatiecomité.

§ 5. Onder Minister dient te worden verstaan in de zin van dit decreet de Minister tot wiens bevoegdheden de Buitenlandse Betrekkingen behoren.

HOOFDSTUK II. — *Het beheer*

Art. 3. Het beheer van het Agentschap wordt door de Minister waargenomen die delegatie aan volgende ambtenaren van het Ministerie van het Waalse Gewest kan toekennen :

- de secretaris-generaal
- de directeur-generaal van het Algemeen Bestuur van de Buitenlandse Betrekkingen
- de inspecteur-generaal van de Buitenlandse Handel
- de inspecteur-generaal van de Buitenlandse Betrekkingen.

Art. 4. Indien de handelingen van het Agentschap betrekking hebben op aangelegenheden die onder het Waals Ministerie voor Uitrusting en Vervoer ressorteren is het voorafgaand advies van de secretaris-generaal van dit Ministerie geëisd.

Art. 5. § 1. Op voordracht van de Minister bepaalt de Executieve, vóór 30 december van ieder jaar, de activiteitenprogramma's van het Agentschap die, op een halfjaarlijkse basis, aan het Oriëntatiecomité voor advies moeten voorgelegd worden.

Vóór 15 november van hetzelfde jaar bepaalt de Executieve, op voordracht van de Minister, de budgettaire voorstellen die aan de Gewestraad voor te leggen zijn met het door het Oriëntatiecomité gegeven advies.

§ 2. De uitgaven van het Waalse Exportagentschap worden vereffend en uitbetaald zonder de voorafgaande tussenkomst van het Rekenhof. Het Hof kan de boekhouding ter plaatse controleren en zich ten allen tijde alle bewijsstukken, standen, inlichtingen en ophelderingen betreffende de ontvangsten, uitgaven alsmede het vermogen en de schulden laten bezorgen.

HOOFDSTUK III. — *Het partnerschap*

Art. 6. § 1. Er wordt bij het Agentschap een Oriëntatiecomité opgericht dat samengesteld is uit :

- tien vertegenwoordigers van de vakorganisaties en van de werknemersorganisaties op basis van twee lijsten voorgesteld door de Algemene Vergadering van de Economische en Sociale Raad van het Waalse Gewest
- de secretaris-generaal van het Ministerie van het Waalse Gewest of zijn vertegenwoordiger
- de secretaris-generaal van het Waalse Ministerie voor Uitrusting en Vervoer of zijn vertegenwoordiger
- de directeur-generaal van de Buitenlandse Betrekkingen van het Ministerie van het Waalse Gewest
- twee afgevaardigden van de Executieve.

Bovendien zetelen de Inspectie van Financiën en de inspecteur-generaal van de Buitenlandse Handel van het Ministerie van het Waalse Gewest in het Comité met raadgevende stem.

De eerste aanwijzing van de leden van het Oriëntatiecomité moet plaats vinden binnen de drie maanden die de inkrachttreding van dit decreet volgen.

§ 2. De mandaten van de leden van het Oriëntatiecomité zijn van drie vernieuwbare jaren. Na dit termijn blijft het Oriëntatiecomité zijn opdrachten uitvoeren zolang het nieuwe Comité niet door de Executieve aangevoerd is.

Art. 7. § 1. Het Oriëntatiecomité kiest ieder jaar een voorzitter en een ondervoorzitter onder de administrateurs voorgesteld door de Economische en Sociale Raad overeenkomstig artikel 6, § 1.

§ 2. Het Oriëntatiecomité vergadert op bijeenroeping van de voorzitter minstens vier keer per jaar en telkens als één derde van zijn leden het aan de voorzitter vraagt.

§ 3. Het Oriëntatiecomité beraadslaagt onder de voorzitterschap van de voorzitter of, in zijn afwezigheid, van de ondervoorzitter.

De voorzitter doet de bijeenroeping schriftelijk, minstens acht kalenderdagen tevoren, de oproepingsbrief duidende de dagorde aan.

Het Oriëntatiecomité beslist geldig enkel indien de meerderheid zijner leden aanwezig is; indien dit aantal niet bereikt is, kan het Comité, na een tweede bijeenroeping, geldig beslissen over dezelfde dagorde ongeacht het aantal aanwezige leden. Een afwezig of verhinderd lid kan zich alleen door één ander lid laten vertegenwoordigen; deze mag alléén drager zijn van één enkele volmacht.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter van de zitting beslissend.

De beraadslagingen van het Oriëntatiecomité zijn in het proces-verbaal opgenomen, ondertekend door de voorzitter, de secretaris en de leden die het wensen.

De processen-verbaal zijn in een bijzonder register opgenomen. Een afschrift van de processen-verbaal wordt aan de Minister overgemaakt.

Het secretariaat van het Oriëntatiecomité is verzekerd door het personeel van het Agentschap.

Art. 8. § 1. De Minister vraagt het advies van het Oriëntatiecomité over de budgettaire voorstellen en over elk programmaontwerp waarvan de geraamde begroting hoger dan één miljoen franken is.

Binnen het kader van het onderzoek van de programmaontwerpen roept het Oriëntatiecomité de leden van het Agentschap bijeen die het wil verhoren en laat zich alle stukken en inlichtingen voorleggen die het wil bekomen om het te geven advies te belichten voor zover deze inlichtingen, stukken en verslagen niet een individueel karakter bekleden of door het bereepsgeheim gedekt zijn.

§ 2. Het Oriëntatiecomité geeft adviezen, hetzij op eigen initiatief, hetzij in het kader van het onderzoek van voormelde programmaontwerpen, volgend de procedure die het vaststelt bij het opstellen van zijn reglement van inwendige orde dat in kracht treedt na goedkeuring door de Executieve.

Indien de Minister acht geheel of ten dele adviezen van het Comité niet hoeven te volgen dient hij de redenen van zijn keuze te motiveren.

HOOFDSTUK IV. — *Het personeel*

Art. 9. § 1. Onverminderd de bijzondere bepalingen toepasselijk op de agenten van de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel en van het Ministerie van Buitenlandse Zaken overgedragen aan het Waalse Gewest in uitvoering van de bijzondere wet van 8 augustus 1988 worden de statutaire agenten van het Agentschap aangeworven, aangesteld en bevorderd overeenkomstig het organiek reglement van het Ministerie van het Waalse Gewest en naar gelang de in het administratief kader van dit Ministerie voorziene beschikbare plaatsen.

§ 2. De contractuele agenten worden door de Executieve aangeworven en aangesteld voor gespecialiseerde opdrachten of programma's van bepaalde duur naar gelang de op de begroting opgenomen beschikbare gelden.

HOOFDSTUK V. — *De aannemingen*

Art. 10. § 1. De Minister kan een ordonnateur aanwijzen en hem de bevoegdheid toekennen de uitvoering van de aannemingen betreffende de werking van het Agentschap goed te keuren.

§ 2. In dat geval is de ordonnateur gemachtigd elke werkingsuitgave met betrekking tot de gewone behoeften van het Agentschap voor een bedrag van vijfhonderduizend franken tot een jaarlijks bedrag van twintig miljoen goed te keuren.

§ 3. Na toekenning van een aanneming waarvan het bedrag hoger is dan één miljoen tweehonderdvijftigduizend franken, kan er enkel afgeweken worden van de hoofdclausulen en voorwaarden van de aanneming of een voorschotvermindering toegestaan worden op gemotiveerde beslissing van de Executieve.

HOOFDSTUK IV. — *Slot- en overgangsbepalingen*

Art. 11. Het overgedragen personeel van de Belgische Dienst voor Buitenlandse Handel en van het Ministerie van Buitenlandse Zaken wordt in het Agentschap opgenomen, hetzij als statutair hetzij als contractueel personeel. Het geheel van het aldus overgedragen personeel behoudt zijn hoedanigheid, zijn bezoldiging, de voordelen en anciënniteit het genoot vóór zijn opneming; het behoudt slechts de aan het uitoefenen van een functie gebonden voordelen voor zover de voorwaarden van hun toekenning in het Agentschap behouden worden.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, op 22 februari 1990.

De Minister-Voorzitter van de Waalse Gewestexecutieve, belast met Economie,
K.M.O.'s en Regionaal Openbaar Ambt,

B. ANSELME

De Minister van het Waalse Gewest voor Lokale Besturen, Gesubsidieerde Werken en Water,

A. COOLS

De Minister van het Waalse Gewest voor Begroting, Financiën en Vervoer,

A. DALEM

De Minister van het Waalse Gewest voor Landinrichting, Natuurbehoud, Industriegebieden en Tewerkstelling,

E. HISMANS

De Minister van het Waalse Gewest voor Openbare Werken,

A. BAUDSON

De Minister van het Waalse Gewest voor Ruimtelijke Ordening, Onderzoek,
Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

A. LIENARD

De Minister van het Waalse Gewest voor Landbouw, Leefmilieu en Huisvesting,

G. LUTGEN

F 90 — 1181 (89 — 1669)

20 JUILLET 1989

Décret organisant la tutelle sur les communes, les provinces et les intercommunales de la Région wallonne
- Erratum

Au *Moniteur belge* du 8 septembre 1989, dans les textes français, allemand et néerlandais, respectivement pp. 15488, 15492 et 15498, à l'article 14, dernier alinéa, il a lieu de lire : « visées à l'alinéa 1 » au lieu de « visées à l'alinéa 2 ».

ÜBERSETZUNG

D 90 — 1181 (89 — 1669)

20. JULI 1989

Dekret zur Regelung der Aufsicht über die Gemeinden, die Provinzen und die Interkommunalen der Wallonischen Region. — Erratum

Im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. September 1989 ist im letzten Absatz von Artikel 14 der französischen, deutschen und niederländischen Fassungen, auf den Seiten 15488, 15492 bzw. 15498, « in Absatz 1 erwähnten Beschlüsse » statt « in Absatz 2 erwähnten Beschlüsse » zu lesen.